

## **Assemblée régionale Europe**

### **Le défi démographique du XXI<sup>e</sup> siècle – le vieillissement en Europe, entre équilibre économique et enjeux de société**

#### **Panel 2 – L'impact socio-économique du vieillissement de la population – un défi pour Jersey**

Les enjeux que soulève le vieillissement de la population ont désormais été reconnus par de nombreux pays comme faisant partie de leurs principales préoccupations sur le long terme. La difficulté tient au fait que si les problèmes ne nous concernent apparemment pas encore dans l'immédiat, les solutions nécessaires pour y faire face doivent être débattues et mises en œuvre dans un avenir proche si l'on veut qu'elles soient efficaces.

Le gouvernement précédent a commencé à identifier sérieusement la nature exacte de cet impact pour Jersey et mené diverses consultations sur ce thème. L'objectif était double : ouvrir le débat mais aussi sensibiliser l'opinion publique à la nécessité d'agir maintenant pour minimiser les problèmes futurs.

Jersey verra dans les 30 années à venir une nette diminution de sa population active (c'est-à-dire des habitants de 16 à 65 ans), avec une augmentation proportionnelle du nombre de personnes dépassant l'âge légal du départ en retraite.

Plusieurs facteurs – chacun ayant son importance – viendront se combiner pour modifier radicalement la pyramide démographique de l'île, avec des conséquences similaires aux projections annoncées pour la plupart des pays occidentaux. Parmi ces facteurs on compte la baisse de la natalité, l'augmentation de l'espérance de vie et la nette progression de la tranche des plus de 65 ans, qui correspond au bond des naissances après la Seconde guerre mondiale.

*Mme le Connétable J. Gallichan, vice-présidente de la section jersiaise*

À tout cela, il faut ajouter le fait qu'une part importante de la population jersiaise est arrivée sur l'île après-guerre pour s'y installer. Nombreux sont ceux qui approchent l'âge de la retraite et qui ont l'intention de rester à Jersey.

Le conseil des ministres travaille actuellement à l'élaboration d'un Plan stratégique dont la version provisoire publiée en mars 2009 dit ceci : « le défi consiste pour Jersey à conserver un nombre d'actifs suffisant pour faire fonctionner l'économie et maintenir les services publics sans menacer notre environnement, nos infrastructures essentielles et notre qualité de vie ».

Mais lorsqu'il s'agit de concilier ces différentes demandes, la superficie limitée de l'île (118 km carrés) fait que les questions environnementales jouent ici un rôle plus important que dans d'autres pays à la superficie plus étendue.

En clair, la capacité de l'île à accroître sa population est limitée par la possibilité de se loger, surtout si l'on doit avoir recours à l'habitat neuf.

Lors de l'enquête réalisée par les autorités jersiaises, la population a clairement exprimé plusieurs idées :

- Le milieu rural doit être protégé et on ne doit pas construire sur des terres vierges
- Il faut poursuivre la croissance. L'économie doit être plus productive, notamment en privilégiant des secteurs et des emplois à forte valeur ajoutée. Le taux d'activité doit augmenter et il faut maintenir le nombre d'actifs sur l'île
- Les Jersiais sont prêts à travailler plus longtemps et à attendre plus longtemps le versement de leur retraite
- Les Jersiais acceptent l'idée qu'ils devront peut-être payer davantage pour certains services
- Les Jersiais acceptent l'idée d'une immigration limitée si nécessaire.

*Mme le Connétable J. Gallichan, vice-présidente de la section jersiaise*

Bien sûr, comme c'est souvent le cas, ces points de vue révèlent certaines contradictions. On accepte par exemple la nécessité du recours à un certain niveau d'immigration et mais on ne souhaite pas toucher aux terrains qui restent pour y construire des maisons.

Avec moins d'actifs pour financer une demande plus forte pour des services destinés à une population inactive croissante, le vieillissement de la population a des conséquences importantes sur l'économie et sur le budget de l'île, au niveau des recettes et des dépenses.

Selon de récentes estimations, l'impact économique potentiel du vieillissement pourrait créer un déficit de 140 (cent quarante) millions de livres sterling par an d'ici 2035, si on ne fait pas appel à l'immigration.

On peut cependant jouer sur différentes mesures économiques pour limiter ce déficit. L'évaluation de ces mesures et de leur impact potentiel a été engagée depuis quelques temps déjà, mais il faut bien reconnaître que la crise financière actuelle signifie forcément que tous les pays partiront d'une situation moins favorable qu'elle ne l'était il y a quelques années. La mise en œuvre de ces mesures pourrait s'avérer plus difficile que ce qui est prévu actuellement.

Premièrement, il faut chercher à augmenter la productivité.

Compte tenu de la façon dont l'économie est actuellement structurée, un gain de productivité de 1 % pourrait être obtenu chaque année sur le long terme. Il s'agit donc pour les entreprises d'être plus efficaces. Mais cela passe aussi par un effort au niveau de la formation, de l'investissement, de l'innovation, de la compétitivité, de l'entrepreneuriat et de la stabilité macro-économique.

Un autre moyen d'accroître la productivité est de transformer les emplois industriels à faible productivité en emplois à forte productivité. Cela se traduit par

*Mme le Connétable J. Gallichan, vice-présidente de la section jersiaise*

des salaires plus élevés et des bénéfices plus importants pour les entreprises, donc par des recettes fiscales plus importantes pour l'État. Le secteur financier est de loin le plus productif (deux fois plus que les autres secteurs) si bien que le plus rentable serait de réorienter des emplois des secteurs à faible valeur ajoutée vers la finance.

Mais il faudrait pour cela mettre l'accent sur plusieurs points clés :

Il serait vital d'encourager l'investissement dans l'île, en développant l'image de Jersey comme lieu idéal pour la conduite des affaires et attirer ainsi des activités à forte valeur ajoutée et faible impact environnemental. Une fois que ces entreprises sont implantées, le gouvernement doit favoriser les politiques publiques qui facilitent le développement de ce type d'activités, et accompagner les changements structurels résultant du rééquilibrage des secteurs économiques.

Pour réussir à faire progresser le secteur financier, nous devons continuer à cibler de nouveaux marchés, de nouvelles activités et de nouveaux secteurs mais – pour ne pas restreindre l'éventail de nos activités économiques – il nous faut également encourager la hausse de la productivité dans des secteurs à faible valeur ajoutée comme le commerce ou le tourisme.

Jersey a fait d'importants efforts depuis 10 ans pour diversifier son industrie et éviter de trop dépendre du secteur financier, ce qui reste, j'en suis persuadé, une politique très sage.

Le second levier permettant de mitiger l'impact du vieillissement est d'encourager l'emploi et d'accroître le taux d'activité, y compris en travaillant plus longtemps.

Jersey bénéficie déjà d'un taux d'activité élevé de quatre vingt cinq pour cent (85%) d'après une enquête menée en 2008, ce qui signifie qu'environ 10 000 personnes ne travaillent pas. Il faudrait favoriser le retour au travail de 1 000 personnes, soit 10 % de ce total. On peut envisager différents moyens de rester ou de revenir sur le marché du travail :

*Mme le Connétable J. Gallichan, vice-présidente de la section jersiaise*

- encourager les étudiants qui ont terminé leurs études universitaires au Royaume-Uni à revenir s'installer et travailler sur l'île ;

- le gouvernement peut également envisager des politiques qui visent à inciter le retour à l'emploi, au lieu d'y faire obstacle. Par exemple, si beaucoup de mamans travaillent à Jersey, de récents efforts ont été faits pour améliorer l'accès à des solutions de garde abordables. À partir de septembre 2009, le gouvernement prendra en charge la scolarisation des enfants de 3 et 4 ans pendant l'année qui précède leur entrée au primaire, à hauteur de 20 heures par semaine, 38 semaines par an, en dehors des vacances scolaires.

Il faut aussi encourager les actifs à continuer à travailler dans des circonstances où ils seraient traditionnellement obligés de quitter leur emploi. Par exemple, dans certains pays, en soignant très tôt des maladies qui risquent de se transformer en invalidité permanente (comme un mal de dos chronique) il a été possible pour ces salariés de continuer à travailler.

Toute stratégie qui vise à accroître le taux d'activité doit lever les obstacles pour le salarié et pour l'employeur. Un objectif majeur du nouveau dispositif « Skills exécutive » est précisément d'adapter les compétences d'un individu aux besoins de l'employeur.

On dispose également d'une certaine marge de manœuvre pour encourager les salariés en fin de vie active à continuer à travailler, voire même à retourner au travail. Ils sont nombreux à vouloir travailler mais seulement à temps partiel. Il faut donc réfléchir avec les employeurs aux possibilités qui pourraient être envisagées. Cela pourrait faire partie d'une approche plus flexible concernant l'âge à partir duquel on peut percevoir la retraite.

On peut bien sûr se féliciter de toutes ces initiatives mais si toutes donnent de bons résultats, on risque d'avoir plus de demandeurs d'emploi que de postes à pourvoir.

*Mme le Connétable J. Gallichan, vice-présidente de la section jersiaise*

Nous devons aussi veiller à ce que les jeunes qui quittent l'école trouvent un emploi ; il faut donc stimuler les offres pour toutes les tranches d'âge. Toute la difficulté consiste à faire en sorte que l'économie soit assez robuste pour créer un nombre suffisant d'emplois, sans pour autant exercer une pression trop forte sur les services publics et l'environnement.

Un troisième axe consiste à envisager un possible relèvement de l'âge légal de départ en retraite. Comme dans la plupart des pays occidentaux, le vieillissement de la population à Jersey a des implications sur le financement des caisses de retraite. En résumé, l'augmentation de l'espérance de vie signifie que le nombre de personnes qui percevront une retraite va augmenter – et qu'ils la percevront plus longtemps. Parallèlement, il y aura moins de personnes pour verser les contributions qui financent ce système.

Il semble juste que l'âge de départ en retraite soit retardé en rapport avec l'allongement de l'espérance de vie ; cette mesure semble donc inévitable. Mais elle pourrait affecter davantage les groupes socio-économiques les moins favorisés. Leur espérance de vie est généralement plus faible, et même si elle augmente, cette augmentation n'est pas aussi rapide que celle des autres groupes. Il faudra donc prendre des mesures pour améliorer leur état de santé général, notamment en luttant contre l'obésité et le tabac – qui ont tendance à affecter davantage ces groupes –, pour qu'ils puissent eux aussi profiter de leur retraite. Cet axe fait partie de la stratégie intitulée « Nouvelles orientations » qui est en train d'être développée par le ministère de la santé et des affaires sociales. L'impact d'un tel programme se fera certes ressentir sur le bien-être de la population, en provoquant – on l'espère – une baisse des prises en charge associées à des maladies liées au style de vie. Mais sa mise en place aura inévitablement un coût très important.

Les États doivent faciliter un système qui permettrait aux individus de jouer sur trois facteurs : l'âge de départ en retraite, le niveau d'épargne, et le montant de leurs indemnités de retraite, en fonction de leurs préférences et circonstances

*Mme le Connétable J. Gallichan, vice-présidente de la section jersiaise*

personnelles. Mais pour que cela devienne réalité, il faudra former un partenariat avec les employeurs pour qu'ils offrent des possibilités de formation à leurs salariés plus âgés. Il faudra aussi faire des efforts pour réduire ou interdire la discrimination liée à l'âge. Il faudra enfin proposer des incitations pour encourager les salariés à travailler plus longtemps et leur permettre, par exemple, de travailler à temps partiel ou un nombre d'heures moins important.

Quel que soit l'éventail de mesures proposées, l'un des principaux obstacles à surmonter sera de convaincre l'opinion que même s'il n'y a pas de crise générale immédiate, il faut prendre des mesures dès maintenant pour résoudre ces problèmes à long terme. Des choix difficiles devront être faits, rapidement.

Au final, pour trouver une solution jugée équitable et qui remporte une large adhésion auprès du public, il faut organiser un débat informé – pas seulement au sujet du relèvement de l'âge de la retraite mais aussi plus globalement pour réfléchir aux conséquences du vieillissement de la population au niveau de la société tout entière.